



Tel : 02 43 43 29 00 ou 32900

Les annonces et les premières décisions prises depuis les élections présidentielles et législatives portent un message clair : le Président de la République, le Premier ministre et le gouvernement préfèrent les riches et la loi du profit à la Fonction publique, ses usagers et ses agents.

L'accumulation des mauvais coups le démontre pour les agents de la Fonction Publique : retour du gel de la valeur du point en 2017 et 2018, mise à mal de son unicité ; inquiétudes liées à la hausse de la CSG ; projet de 120 000 suppressions d'emplois ; restauration du jour de carence au 1er janvier 2018 ; amputations drastiques de crédits socialement et économiquement utiles ; remise en cause de missions publiques ; menaces sur les 35 heures...

LE PROGRAMME MACRON :

Un projet de démantèlement de la protection sociale, de la santé et des services publics !

La France gouvernée comme une entreprise et par ordonnances...

Où est la démocratie ?

Les premières orientations et annonces du Président de la République, du Premier ministre et du gouvernement se succèdent à une cadence infernale et sont porteuses de lourds reculs pour l'ensemble du monde du travail.

C'est pourtant de manière autoritaire, par ordonnances, qui plus est sans discussions réelles avec les organisations syndicales, que les pouvoirs publics entendent porter des attaques sans précédent contre le droit du travail, nos systèmes de sécurité et de protection sociale, les services publics, les finances publiques.

➡ Des projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale au service de l'austérité !

Le gouvernement entend imposer une baisse drastique de la dépense publique de plus de 60 milliards d'euros ! Ont d'ores et déjà été confirmées une amputation budgétaire du budget de l'Etat de 5 milliards d'euros au titre du second semestre de l'année 2017 et une baisse de 13 milliards d'euros des budgets des collectivités territoriales !

La feuille de route de la ministre de la santé prévoit une diminution de 15 milliards d'euros !

Pour les salarié.e.s et les agent.e.s hospitaliers, les restrictions budgétaires vont entraîner des suppressions de postes, gel des salaires, fusions, mutualisations, fermetures d'établissements...



Ces restrictions dégradent fortement les conditions de travail des personnel-le-s et agent.e.s (augmentation des Risques Psycho- Sociaux, des maladies professionnelles, des Accidents du Travail, des invalidités...).

Mobilisons-nous massivement
MARDI 12 Septembre 2017

RASSEMBLEMENT A 10H00 AU MANS
Place Henri Vaillant (marché de Pontlieue)